

Le désastreux bilan irakien

Par Bernard Adam, directeur du Grip *

Il y a deux ans que les Américains ont déclenché la guerre en Irak. Quel en est le bilan, quelles en sont les conséquences et quelles leçons peuvent en tirer les Européens ?

Cette guerre a été motivée par deux arguments qui se sont révélés être des mensonges. Il n'y a jamais eu de lien entre Saddam Hussein et Al Qaeda, comme l'ont toujours prétendu les analystes de la CIA. Et Bagdad n'avait plus, depuis longtemps, la capacité de produire des armes de destruction massive. George W. Bush lui-même a reconnu, après sa réélection, que l'on ne retrouverait pas de trace de ces armes en Irak.

Une double question reste à élucider. Qui a inventé les fausses « preuves » présentées par les responsables américains et britanniques pour étayer leurs arguments, et qui a orchestré cette manipulation ? Les vrais responsables se situent vraisemblablement au plus haut niveau du pouvoir aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Malgré leur popularité, George Bush et Tony Blair auront ainsi contribué à une première perte de crédibilité de leurs pays. On s'en souviendra, en effet, lorsqu'ils affirmeront encore l'imminence d'une quelconque menace dans le monde.

Imaginée par les néoconservateurs américains, la guerre a ensuite été justifiée par un troisième argument : la destitution de Saddam Hussein et l'instauration de la démocratie en Irak. Les théoriciens, pourtant, ont commis une erreur fondamentale : s'il a été facile de battre l'armée irakienne et de détruire l'infrastructure et les institutions du pays, ils n'avaient pas prévu l'enlèvement catastrophique de l'après-guerre, qui rappelle l'aventure vietnamienne et dont le coût humain est très lourd.

Commencée le 20 mars 2003, la guerre était officiellement, selon le président Bush, terminée le 1^{er} mai 2003. En sept semaines, les Américains avaient perdu seulement 138 soldats. Au 20 mars 2004, ils en avaient perdu 411 de plus, soit un total de 549 morts en un an. Au cours de la deuxième année d'occupation, le bilan s'est alourdi de près du double de morts : 968 soldats américains tués, soit un total de 1 517 morts en deux ans. Le nombre de blessés est sept fois plus élevé : 11 220 soldats, soit près de 8 % des effectifs américains en Irak. Bien plus graves sont les pertes parmi les Irakiens. Le nombre de victimes civiles certifiées se situerait entre 16 000 et 19 000. La revue scientifique *The Lancet* estime néanmoins que le chiffre réel pourrait se rapprocher des 100 000 civils tués.

Le coût financier, lui aussi, est très lourd. On estime qu'en septembre 2005 deux ans et demi de guerre auront coûté 207 milliards de dollars aux Etats-Unis, soit

49 % du budget annuel des dépenses militaires pour 2006 (419 milliards de dollars), qui ont augmenté de 41 % depuis 2001 (297 milliards de dollars). Ceci creuse le déficit budgétaire américain et affaiblit globalement l'économie de la plus grande puissance du monde.

Selon des chercheurs du Project on Defense Alternatives, centre de recherche américain indépendant, reconnu pour la pertinence de ses analyses, les Etats-Unis ont déployé 148 000 soldats, soit 87 % du total des forces étrangères en Irak. Mais cela représente 45 % du personnel de combat de l'armée américaine. Or il faudrait 300 000 soldats de plus pour « sécuriser » l'Irak si la guérilla s'intensifie, ce que l'augmentation

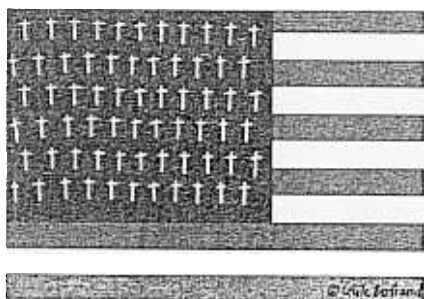
constante de morts parmi les militaires américains semble indiquer. Les Etats-Unis sont incapables de mobiliser cet effectif, ce qui mine davantage encore la crédibilité de leur toute-puissance.

Les conséquences sont doubles. Certes, les Etats-Unis ont voulu montrer à ceux qu'ils nomment « Etats vous » leur capacité à venir à bout de l'armée irakienne. Mais, vu l'enlèvement, il est désormais exclu d'attaquer l'Irak ou la Corée du Nord, voire la Syrie, dont les forces armées sont bien plus solides et qui risqueraient de se lancer dans une nouvelle course aux armements. En réalité, les Etats-Unis ont lancé un signal contradictoire

à ces pays : ils ont attaqué l'Irak, qui était faible et ne possédait pas d'armes de destruction massive, alors que, par exemple, ils négocient avec la Corée du Nord, qui a pourtant déclaré posséder la bombe. Cette politique risque de lancer au monde un message ambigu : les pays réussissant à se doter de l'arme nucléaire seront respectés par les Américains, alors que ceux qui ne la possèdent pas risquent l'agression armée. Deuxième conséquence, au moment de revoir les moyens de sa politique de sécurité et de défense, l'Union européenne a deux leçons à méditer. Primo, l'usage de la force militaire en politique extérieure se révèle souvent inopérant et même contre-productif. Secundo, il est dès lors urgent que l'UE utilise davantage ses moyens politiques, diplomatiques et économiques et devienne la « puissance tranquille » afin de proposer des alternatives au militarisme unilatéraliste américain qui se révèle bien impuissant sur le terrain. ●

* Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.

Les textes de la rubrique Idées n'engagent pas la rédaction.



L'Europe a deux leçons à tirer de l'échec américain